

Et pour 2000 milliards 250 millions de plus...

Pendant sa campagne, Joe Biden avait évoqué un plan pluriannuel d'investissement de 2300 milliards de dollars .

Au Congrès, démocrates et républicains ont commencé leurs tractations en coulisses. Les républicains sont farouchement opposés à un plan coûteux qui alourdirait encore la dette des États-Unis.

«Je pense que le cheval de Troie s'appellera infrastructures. Mais dans ce cheval de Troie se cacheront toutes les hausses d'impôts" a déclaré le chef de la minorité républicaine au Sénat.

Les démocrates, ont laissé entendre qu'ils opteraient pour une procédure leur permettant de ne compter que sur leur majorité simple au Sénat, en contournant un possible blocage républicain, comme le plan de sauvetage qui a été adopté sans aucune voix républicaine.

«3000 milliards de dollars, c'est beaucoup d'autant que cela intervient après des plans de relance qui ont totalisé près de 6000 milliards de dollars» en un an, écrit Gregory Daco, économiste chez Oxford Economics. «Mais la différence fondamentale, c'est que les mesures d'urgence, dont les chèques aux familles, ont un effet ponctuel alors que des investissements dans les infrastructures visent une croissance sur le long terme».

Financer ce nouveau plan par une hausse des impôts sur les plus riches et sur les entreprises pourrait permettre d'obtenir une adhésion de la frange des démocrates hostiles à un creusement de la dette et du déficit des États-Unis. «On ouvre les hostilités à 3000 milliards de dollars et on descendra à 2000 milliards» pense cet économiste.

Les entreprises ont commencé à lobbyer. Ainsi une coalition de 140 groupes dirigés par la Chambre de commerce américaine et le Bipartisan Policy Center a exhorté les législateurs à voter un projet de loi avec comme échéance symbolique le 4 juillet, date de la fête nationale, mais ne veulent pas entendre parler d'une hausse des impôts sur les sociétés. Fin 2018, l'administration Trump a abaissé les impôts sur les sociétés pour qu'elles puissent embaucher. De plus le Congrès ne veut pas de taxe sur l'essence, prétextant vouloir favoriser l'électricité mais surtout par ce que des états comme le Texas veulent vendre leur pétrole .

Toujours est-il que les infrastructures ont vraiment besoin d'argent. Les autoroutes gratuites souffrent de ce fait d'un manque de maintenance, les ponts sont pour la plupart en mauvais état, le courant électrique est de 110 v contrairement aux 220 volts de beaucoup d'états européens.

photo : D.R.